

**UDF**  
**CONSEIL NATIONAL**  
**10 MAI 2007**

*(La séance est ouverte à 10 h 45)*

"Je vous demande d'accueillir à cette tribune Michel Mercier, président du groupe UDF au Sénat, Jacqueline Gourault, présidente des élus démocrates, et Marielle de Sarnez, responsable du groupe de l'UDF au Parlement européen, Didier Bariani, responsable des statuts, Anne-Marie Comparini, députée du Rhône, Gérard Vignoble, député du nord, Gille Artigues, député de la Loire, Jean Lassale, député des Pyrénées-Atlantiques.

Je vous demande également de saluer la présence de Corinne Lepage.

Ma gratitude et mes excuses iront, en premier lieu, à tous ceux, très nombreux, qui n'ont pas pu entrer dans cette salle pour des raisons de sécurité, à qui j'adresse mon salut et que je voudrais vous demander d'applaudir.

Ma gratitude va, ensuite, à vous qui avez pris sur une journée de travail pour venir participer, prendre votre part de ce Conseil national et des orientations qu'il arrêtera. Je vous remercie aussi de votre présence.

Ma gratitude va aux élus qui ont pris une part si importante dans cette campagne électorale et je veux remercier, après les présidents de groupe que j'ai cités, qui sont à la tribune, et les députés que j'ai cités, qui sont aussi à la tribune, Jean Arthuis, président de la Commission des finances du Sénat, Nicolas About, président de la Commission des affaires sociales du Sénat, Claude Piray, sénateur de la Meuse, Muguette Dini, sénateur du Rhône.

Je me lance dans un exercice extrêmement périlleux, car, si j'en oublie, on me coupe la tête ! Je cite ceux que j'ai vus !

Françoise Ferat, sénatrice de la Marne Jean-Jacques Jégou, sénateur du Val-de-Marne, Adrien Giraud, sénateur de Mayotte, Philippe Arnaud, sénateur de Charente, Philippe Nogrix, sénateur d'Ille-et-Vilaine, Philippe Nogrix, Yves Détraigne, sénateur de la Marne, Daniel Soulage, sénateur du Lot-et-Garonne, Jean-Marie Vanlerenberghe, sénateur du Pas-de-Calais, François Zocchetto, sénateur de Mayenne, Denis Badré, infatigable sénateur des Hauts-de-Seine, Christian Gaudin, sénateur du Maine-et-Loire, Catherine Morin Desailly, sénatrice de Seine-Maritime, Marcel Deneux, sénateur de la Somme.

Je veux également saluer les députés européens Jean-Marie Cavada, député européen, Claire Gibault, députée européenne, Nathalie Griesbeck, députée européenne, Anne Lapérrouze, députée européenne et future députée du Tarn, Philippe Morillon, député européen, Thierry Cornillet, député européen, Bernard Lehideux, député européen.

Si j'en ai oublié, ils me le pardonneront ! Ce n'est pas le cas, tout est bien.

Je re-cite les présidents de groupe : Michel Mercier, président du groupe au Sénat, Marielle de Sarnez, présidente du groupe au Parlement européen, l'un et l'autre ayant assumé, pour l'un, les fonctions de trésorier de la campagne et, pour l'autre, la fonction de directrice de la campagne et j'y joins Jacqueline Gourault, présidente des élus.

Après l'expression de cette gratitude, au fond, je vais vous dire des choses très simples. La première, c'est le bonheur intense que je vous dois d'avoir eu à conduire, avec vous et avec les

Français, cette magnifique aventure de l'élection présidentielle, d'avoir eu à conduire, avec vous et avec les Français, cette magnifique entreprise de l'élection présidentielle, car ce que nous avons fait, et que nous avons fait à la surprise générale, ce n'est pas simplement un acte politique, c'est quelque chose de beaucoup plus profond, c'est de rencontrer le sentiment et l'âme de tout un peuple exprimé par près de sept millions des lecteurs qui ont voulu, contre vents et marées, imposer le changement qu'ils attendaient dans la vie politique française.

Ces sept millions de suffrages m'obligent et nous obligent, sept millions de Français, près de 19 % des voix, cela signifie que quelque chose s'est passé en profondeur au cours de cette campagne électorale, au cours de ce scrutin et ce quelque chose qui s'est passé en profondeur parle de l'essentiel, du sentiment démocratique des Français.

C'est de cela que je voudrai vous dire un mot.

Comment se fait-il que nous ayons pu ainsi mobiliser un tel capital de confiance ? Comment se fait-il, alors que les deux grandes formations politiques qui nous entouraient, expliquaient à qui voulait les entendre que, naturellement, notre projet politique n'existait pas, que notre programme n'existait pas, qu'il s'agissait, disaient-ils, d'une illusion. J'ai d'ailleurs beaucoup ri -je dois le dire- entre les deux tours, parce que la veille, notre programme n'existait pas et, le lendemain, toutes les pages de journaux étaient remplies de la comparaison, chapitre par chapitre et paragraphe par paragraphe, de notre programme avec le programme des autres.

Je voudrais que nous mesurions ensemble ce que signifie la capacité de résistance de temps et temps de millions de citoyens décidés à imposer leur jugement contre tous les experts, toutes les puissances, tous les analystes et un très grand nombre de médias.

J'ai, pour ma part, beaucoup admiré la volonté de ces citoyens, lorsqu'il est arrivé que des magistratures médiatiques importantes, dans des journaux très importants, veuillent, à plusieurs reprises, leur expliquer que leur vote serait illégitime ou que leur vote ne serait pas démocratique. Il a fallu voir ce qu'a été la mobilisation des lecteurs sur les forums et sur les forums de ces journaux pour rappeler qu'ils étaient, eux, le peuple souverain et qu'ils avaient, eux, l'intention de changer, je le dis sans la moindre trace de rancœur, je ne me suis jamais, à aucun moment, fait d'illusion sur les puissances auxquelles nous aurions à nous heurter pour proposer aux Français le changement qui paraissait nécessaire pour notre pays.

Je ne me suis jamais fait aucune illusion. J'ai toujours pensé que cela heurterait des comforts, des habitudes et des intérêts très importants, mais j'ai pensé, depuis le début, que c'était nécessaire pour la France, car, tout au long de cette entreprise, je n'ai eu à l'esprit que la situation réelle du pays, situation encore dissimulée aujourd'hui, parce que le catalogue interminable des promesses électorales, les dizaines de milliard d'euros qui ont été promis par les uns et par les autres. Cela a, pendant un moment, fait l'effet d'un anesthésique sur la situation du pays et, maintenant, nous sommes au pied du mur et on va voir revenir les problèmes de la France.

Ma conviction est la même.

Si nous ne changeons pas la manière qui est la nôtre de faire de la politique dans notre pays, nous n'avons aucune chance dans la confrontation des uns contre les autres, dans l'affrontement des uns avec les autres, dans le choc des uns avec les autres. Nous n'avons aucune chance de répondre aux problèmes de la France et je n'ai jamais perdu de vue ce sentiment profond.

Les problèmes de la banlieue sont insolubles dans cet affrontement, les problèmes de l'éducation sont insolubles dans cet affrontement, les problèmes de l'hôpital sont insolubles dans cet affrontement, les problèmes de la santé des Français sont insolubles dans cet affrontement, le problème des retraites est insoluble dans cet affrontement, le problème du climat est insoluble dans cet affrontement.

On a vendu aux Français de l'affrontement et l'affrontement ne résoudra pas les problèmes de la France. Que dis-je, on a vendu aux Français l'ivresse de l'affrontement, l'ivresse de la condamnation des uns par les autres, l'ivresse de la caricature. On a entendu, pendant la campagne électorale, expliquer par exemple que la gauche était toujours du côté des délinquants contre les victimes. Je ne crois pas que ce soit le cas. On a entendu dire que la Droite était toujours du côté des actionnaires contre les salariés, je ne crois pas que ce soit le cas.

Je crois qu'il y a, dans notre pays, des sensibilités politiques. Je ne crois pas que l'une soit disqualifiée à l'avance par rapport à l'autre et, quoi qu'il en soit, notre volonté est de les respecter toutes et, un jour, de les faire travailler ensemble.

Et les sept millions de Français qui ont voté pour nous, l'ont fait pour nous pour sortir de cet antagonisme et de cette mise en scène. Ils ont voté pour nous, car ils ont entendu que notre volonté, notre conviction était de faire que, un jour, dans notre pays, en l'annonçant à l'avance, on soit capable de traverser les frontières du passé pour faire naître des coalitions, des rencontres, des alliances qui permettent, dans notre pays, de regarder les problèmes et non plus de regarder les étiquettes.

C'est car nous voulons regarder les problèmes et non plus les étiquettes, que nous avons voulu espérer et défendu l'idée que l'on pouvait bâtir des majorités d'idées et que l'on pouvait sortir de l'affrontement perpétuel d'un côté contre l'autre, d'une majorité contre une opposition décidée, pour l'une, à toujours répondre oui et, pour l'autre, à toujours répondre non...

Derrière cette aspiration au rassemblement des Français, aspiration au rassemblement assumé devant eux, annoncer devant eux, je dis à l'avance, on annonce qu'il y aura des ouvertures, on dit que l'on va faire un Gouvernement pluraliste, mais l'ouverture n'a pas de légitimité si elle n'a pas été défendue et annoncée, en principe, devant les Français.

C'est l'annonce préalable, le contrat signé avec les Français qui donne sa légitimité à la composition d'un Gouvernement de rassemblement.

Si on a vendu l'affrontement, on ne peut pas faire le rassemblement et, quoi qu'il en soit, le rassemblement n'aura pas de légitimité.

Et les Français ont voté pour nous pour une troisième raison qui, à mon sens, elle aussi, est importante et va dominer les années qui viennent. Les Français ont voté pour nous, parce qu'ils sont à la recherche d'une synthèse politique nouvelle. Ils voient bien que, entre la ligne politique qui a été tracée par Nicolas Sarkozy qui a gagné cette élection et la ligne politique qui était tracée par le Parti socialiste, il y a, en réalité, comment dirais-je, deux manquements à la vérité. Et les Français attendent qu'on leur propose une synthèse politique qui soit une synthèse démocratique et sociale, démocratique, efficace en économie et sociale qui soit, au fond, un projet qui incarne ou qui permette de rassembler les valeurs et les attentes différentes qui sont les leurs.

C'est pourquoi les mots de social-démocratie, les mots de démocratie sociale ont, au fond, joué un si grand rôle dans la critique qui a été celle des électeurs du Parti socialiste et du projet de l'UMP qui l'a emporté.

Cette synthèse, ne croyez pas qu'elle soit effacée par la victoire des uns et la défaite des autres, c'est un impératif qui va s'imposer au cours des années qui viennent dans notre pays qui est à la recherche d'un nouvel horizon, d'une nouvelle société, comme disait Jacques Chaban-Delmas, capable de réconcilier notre pays avec son histoire et avec son avenir.

Pas plus que cette synthèse ne s'est effacée, les sept millions de Français qui ont voté pour nous ne se sont effacés du champ politique français. Ils expriment la même exigence et toute la question qui est devant nous aujourd'hui est : répondons-nous à leurs espérances, à leurs exigences, à leurs attentes ou, au contraire, décidons-nous de les abandonner ?

Ma conviction profonde est que, à cette question, il faut que nous apportions une réponse claire, autrement dit, dans la situation politique qui est la notre aujourd'hui, ayant réalisé ce score extraordinaire, rencontré cette confiance qui est une confiance émouvante, dans cette situation, nous avons à répondre à une question : allons-nous aller de l'avant ou allons-nous revenir en arrière ?

Allons-nous, nous qui avons sollicité la confiance des Français, qui les avons convaincus pour une très grande part, qui en avons intéressé une beaucoup plus grande par encore, parce que je suis persuadé que beaucoup de Français qui, au dernier moment, ont renoncé à voter pour nous en avaient fortement envie et, pour un grand nombre d'entre eux, ont regretté de ne pas l'avoir fait et, au fond, pour un bon nombre d'entre eux qui ne l'ont pas fait, qu'elle a été la raison principale ? La raison principale a été que l'on utilise leur vote pour revenir aux anciens schémas de la vie politique française.

Ils se sont interrogés, au fond, sur la profondeur et l'authenticité de la démarche que je leur proposais. Ils se sont interrogés, alors qu'ils étaient intéressés et, pour un certain nombre et peut-

être un grand nombre d'entre eux, ils ont conclu que leur certitude n'était pas assez forte, mais je ne les oublie pas ceux-là, dans le choix qui est le nôtre aujourd'hui. Je pense que l'on peut leur montrer quelle était la vigueur et la profondeur, en effet, de l'orientation politique que nous leur proposons.

Aller de l'avant ou revenir en arrière ? Revenir en arrière, qu'est-ce que c'est ? Revenir en arrière, c'est accepter -je voudrais vous rendre attentifs à ceci- que, dans la vie politique française, il n'y ait que deux camps, la Gauche et la Droite, la majorité et l'opposition, qu'il faille nécessairement faire allégeance à un camp ou à l'autre, qu'il faille nécessairement céder aux pressions d'un camp ou de l'autre et qu'il faut renoncer à l'idée que l'on doit tracer un chemin nouveau, une voix nouvelle entre ces deux camps pour que la démocratie française retrouve sa vigueur, son authenticité et sa légitimité.

Parce que naturellement, je n'ignore rien des pressions, appelons-les par leur nom, des pressions électorales, je n'ignore rien des pressions qui s'exercent sur un certain nombre d'élus, pas tous ou en tout cas tous n'y répondent pas de la même manière et c'est pourquoi je voudrais vous demander d'applaudir les députés qui sont à cette tribune.

Les députés qui sont à cette tribune...

*(Standing ovation...)*

...Et qui ont simplement choisi de rester fidèles à ce qu'ils avaient dit aux électeurs tout au long de la campagne électorale. Voyez-vous, je n'aurais pas un mot de condamnation ou d'accusation contre ceux qui ont fait l'autre choix. Je veux seulement dire ceci : considérez que nous ne sommes pas là seulement pour exprimer des sentiments, mais pour porter l'image d'une famille politique.

Je n'aurais pas un mot d'accusation ou de condamnation à leur endroit. Je sais que c'est difficile et, d'une certaine manière, je suis payé pour savoir que c'est difficile, mais je veux leur dire ceci ou je veux nous dire ceci : dans la vie, quand c'est l'essentiel qui est en jeu et que l'on subit des pressions, au fond, la question est très simple, vous n'avez le choix qu'entre deux attitudes, vous n'avez le choix qu'entre céder ou résister et ma conviction profonde est que c'est plus facile de céder, mais c'est sans avenir et il est plus juste, plus loyal, plus promoteur, plus important de résister et de montrer ainsi de quel bois l'on est fait, de quel métal, de quelle structure, de quelle charpente l'on est fait.

Azouz Begag vient de nous rejoindre.

Je dis avec certitude que, si la question est entre céder et résister, ma réponse c'est : nous avons le devoir de résister.

J'ai résisté hier, je résisterai aujourd'hui, je résisterai demain, parce que c'est de résistance que la France a besoin.

Voyez-vous, dans cette idée qui paraît si simple, majorité d'un côté, opposition de l'autre et il faut nécessairement être d'un côté ou de l'autre, je souris, car je vois des amis gaullistes dans cette salle, si on avait dit au Général de Gaulle qu'il convenait, sous une République dont les institutions ne lui agréaient pas et dont il avait vu la difficulté et les problèmes, qu'il s'agissait d'être d'un côté ou de l'autre, il aurait éclaté d'un de ses éclats de rires homériques dont il avait le secret. Il y a des moments où il ne faut être, ni d'un côté, ni de l'autre pour tracer la voix de l'avenir pour le pays.

Dans cette idée qui paraît si simple "majorité ou opposition", il y a, en réalité, deux choses extrêmement pernicieuses, extrêmement lourdes qui engagent jusqu'à la conception même de la démocratie et de la vocations d'un élu du peuple.

Le premier de ces éléments pernicieux, c'est que, si vous êtes d'un côté, dans la majorité, vous êtes liés par la discipline majoritaire et, si vous êtes de l'autre, dans l'opposition, vous êtes liés par la discipline de l'opposition. Vous êtes obligés de voter toujours pour d'un côté et toujours contre de l'autre et, d'ailleurs, j'ai entendu à la radio -et vous aussi peut-être- que l'on ne pourrait être considéré comme candidat de la majorité présidentielle quand on avait soutenu Nicolas Sarkozy que si on acceptait de signer un engagement qui était un engagement de discipline à l'intérieur de la majorité fondé sur quatre points... Peut-être je suis en train de les libérer en énonçant cette liste... Quatre points extrêmement intéressants.

Le premier, je veux bien l'accepter, c'est : "Je voterai la confiance au Gouvernement qui se présentera à l'Assemblée Nationale". Je comprends cela.

Le deuxième c'est : "Je ne voterai jamais la censure". Je comprends... Essayons de porter cette image d'un mouvement d'avant-garde, donc ouvert au débat en particulier.

Je regrette de dire qu'un député digne de ce nom ne peut pas s'engager à ne jamais voter la censure, parce qu'il peut y avoir des circonstances graves pour le pays dans lesquelles il considère que c'est son devoir de voter la censure.

Les troisième et quatrième engagements disent, à eux seul, l'allégeance dans laquelle il faut s'engager, puisque le troisième et quatrième engagements, c'est : "Je m'engage à voter tous les budgets qui seront présentés à l'Assemblée Nationale et tous les budgets de la Sécurité Sociale qui seront présentés à l'Assemblée Nationale".

Comment peut-on être un député digne de ce nom, si on est lié par un engagement d'avoir, à l'avance, à voter le budget et le budget de la Sécurité Sociale ?!...

Que fait-on si on considère que le budget n'est pas bon, qu'il creuse le déficit ou qu'il est infidèle ? Comment fait-on si on considère que les dépenses de la Sécurité Sociale ne sont pas financées ou que les orientations arrêtées par ce sujet ne sont pas bonnes pour l'hôpital pour la médecine de ville ou pour la pharmacie pour les personnes âgées ou pour les bébés qui viennent de naître ? Que fait-on ?

Où est la liberté de conscience qui doit être la règle absolue d'un élu, si on est à l'avance lié par une discipline majoritaire ou par une discipline de l'opposition, ce qui est la même chose ?

Je considère que l'un des chapitres les plus importants du programme, du projet que nous avons défendu devant le pays, du contrat de confiance que nous avons proposé aux Français, l'un des chapitres les plus importants était celui-ci : désormais, chez nous, il n'y aura pas ce carcan de la discipline de vote dans lequel on s'enferme. Nous voulons des parlementaires de plein exercice, de pleine légitimité, de pleine dignité, qui décideront en conscience si les textes qu'on leur propose sont justes ou si les textes qu'on leur propose sont injustes et qui sont décidés à voter oui s'ils sont justes et non s'ils sont injustes.

La politique française, la démocratie française et la France tout court ont besoin, j'en ai la conviction, d'un mouvement politique qui soit le mouvement politique de la liberté, la liberté de vote, la liberté de conscience, la liberté de jugement, la liberté d'engagement.

Le deuxième élément pernicieux, c'est que, lorsque les élus sont ainsi enfermés dans une allégeance aux uns ou aux autres, les uns votants toujours oui et les autres votants toujours non, quand ils sont enfermés dans cette allégeance, il n'y a plus personne pour défendre les citoyens, parce que vous vous rendez bien compte que la défense des citoyens ne s'accommode pas du fait que les uns votent toujours oui et les autres votes toujours non.

Les citoyens ne doivent ainsi pas savoir quel est le degré de gravité ou de justesse des textes qu'on leur soumet.

La défense des citoyens, c'est la liberté de vote, c'est la même chose.

Et j'ai la conviction profonde que, dans la période dans laquelle nous sommes entrés, il faut qu'il y ait un mouvement politique dont l'engagement soit, non pas de défendre le pouvoir devant les citoyens, mais de défendre les citoyens devant le pouvoir, de défendre la libre information des citoyens, de défendre les libertés publiques dans notre pays, d'être intraitable lorsqu'il s'agit des difficultés que rencontrent les plus fragiles, parce que ce sont les plus fragiles qui souffrent et ce sont les plus fragiles dont nous avons la charge les premiers.

Nous avons besoin d'avoir, à l'Assemblée Nationale, des défenseurs des citoyens. Je vous le dis du fond du cœur.

Comme vous le savez, j'ai eu de lourds différends avec Nicolas Sarkozy pendant cette campagne électorale et, comme vous le savez, je ne lui ai pas donné mon suffrage, alors que la plupart des élus de notre mouvement choisissaient de le faire, mais je souhaite que la période qui s'ouvre soit une période positive pour la France. Je l'aborde dans cet esprit.

Je voudrais que les inquiétudes que j'ai exprimées, les craintes que j'ai nourries, soient démenties par la réalité. Si tel est le cas, je le dirai, mais je sais, avec certitude qu'il faut qu'il y ait, à l'Assemblée Nationale, des élus qui soient des élus vigilants et intransigeants à l'égard de ce qui va être décidé, à l'égard des décisions, des orientations et des choix qui vont être faits pour notre pays.

Voyez vous, nous sommes dans une situation historique particulière. L'UMP va naturellement avoir la majorité à l'Assemblée Nationale, elle a la majorité au Sénat. Il a, ce mouvement, ce courant de pensée, l'UMP a la presque totalité des corps de contrôle dans notre pays et il suffit d'avoir lu les déclarations qui, hier, étaient celles du président sortant du Conseil constitutionnel à notre endroit pour mesurer qu'il y a loin de l'éminente responsabilité de ces corps de contrôle à la neutralité que cette éminente dignité ou responsabilité devrait entraîner, qu'il y a loin de cette responsabilité à la réserve, c'est tout à fait naturel et tout à fait normal, que les hommes aient, à titre personnel, des opinions.

Ce qui n'est pas naturel et pas normal, c'est que, dans des organismes ou des magistratures aussi importantes, il n'y ait que des gens qui aient la même opinion, il n'y ait que des gens qui appartiennent au même courant de pensée, il n'y ait que des gens qui soient de la même inspiration et donc vous allez avoir naturellement toutes les responsabilités de l'exécutif, naturellement toutes les majorités à l'Assemblée Nationale et au Sénat, naturellement la présidence de l'Assemblée Nationale et la présidence du Sénat, naturellement l'inspiration de tous les corps de contrôle.

Je dis que, dans une situation comme celle-là, rien n'est plus important que de bâtir, en France, un contre pouvoir libre, capable de s'exprimer, capable de s'avancer devant les citoyens en disant : "Attention, il y a la quelque chose qui ne va pas". Nous ne sommes pas des opposants systématiques. Nous sommes des hommes et des femmes libres qui avons l'intention de dire et de surveiller ce qui va se passer dans notre pays dans les cinq années qui viennent.

Et je le dis en particulier à l'intention de ceux qui ont fait le choix que vous savez dans notre groupe parlementaire sortant. On pouvait parfaitement être membre, on peut parfaitement être membre de notre famille politique, tout en nourrissant des sentiments de bienveillance à l'égard du Gouvernement et du Président de la République, si on a été convaincu entre les deux tours des vertus qui étaient les siennes.

On peut parfaitement vivre cela, puisque nous sommes le parti de la liberté, puisqu'il y a, chez nous, la liberté de vote, mais ce que l'on ne peut pas faire en effet, en étant membre de notre famille politique, c'est d'être lié par une allégeance, par une discipline de vote qui n'appartient pas à la conscience, qui n'appartient pas à notre délibération, qui appartient au "seigneur".

Au fond, voilà les trois forces politiques qui vont se présenter devant les Français : celle qui votera toujours oui, celle qui votera toujours non et celle qui considère qu'elle a le devoir d'être libre pour défendre les intérêts de la Nation, les principes de la démocratie et la vie quotidienne des Français dont elle a la charge.

En effet, à cette liberté, je ne renoncerai jamais. Je ne renoncerai pas apporter cette attitude politique nouvelle, parce que j'ai la conviction que la démocratie française en a besoin. La démocratie française n'a pas besoin de parlementaires robotisés qui votent systématiquement dans le même sens, sans même avoir examiné les textes qu'on leur propose. La politique et la démocratie française ont désormais besoin de parlementaires de pleine conscience et de plein exercice qui décident, en effet, d'exercer les mandats exclusifs que leur ont confiés les citoyens en les élisant à l'Assemblée Nationale.

Et, en effet, j'ai la conviction, j'en viens à l'objet de ce Conseil national, que cette force parlementaire nouvelle, cette force parlementaire libre, décidée à défendre les Français, il faut qu'elle s'appuie sur un mouvement politique nouveau, non pas que j'ai, à l'égard de l'UDF, le moindre grief ou le moindre regret. J'en suis le président. J'ai aimé de toutes mes fibres cette famille politique, j'ai aimé de toutes mes fibres le chemin et j'aime le chemin que nous avons fait ensemble, mais il y a des moments, j'en suis persuadé, où il est nécessaire de changer et d'ouvrir les portes pour que plus de citoyens se reconnaissent dans l'œuvre commune que nous avons entrepris.

Voyez-vous, beaucoup de Français considéraient qu'il y avait, entre eux et nous, une barrière, que cette barrière a été difficile à franchir pour beaucoup d'entre eux au moment de l'élection présidentielle, parce qu'ils avaient l'impression ou le réflexe que l'UDF était un parti enfermé dans une seule alliance, l'alliance avec le RPR devenu UMP.

Ils avaient l'impression que l'UDF, c'était cela, c'était une des apparences de, comme ils disaient, la Droite.

Ma conviction profonde est qu'il faut que ces citoyens aient la certitude que le courant politique que nous incarnons aujourd'hui est un courant authentiquement central de la vie politique

française, c'est-à-dire prêt à travailler avec les uns et avec les autres, que ce soit pour les grands enjeux nationaux ou pour les grands enjeux locaux.

Je suis déterminé à défendre l'idée que nous ne sommes pas, en France, entre ces grands mouvements démocratiques, des ennemis. L'intérêt supérieur du pays exige que nous soyons capables de dépasser les frontières et, notamment, de dépasser les frontières du passé pour travailler ensemble sur de grands objectifs nationaux et locaux.

C'est la raison pour laquelle je vous proposerai, dans une minute, que nous prenions une délibération ensemble. Cette délibération, je vais vous la lire et je vais l'expliquer devant vous : "L'UDF appelle à la constitution d'une force politique nouvelle, indépendante, ouverte, le MD et présentera ses candidats aux élections législatives avec cette étiquette".

Tel est le texte de la résolution que je soumettrai, tout à l'heure, à vos suffrages. Je veux vous en expliquer la teneur.

"L'UDF appelle à la constitution d'une force politique nouvelle", cela signifie que l'UDF est décidée à ne pas faire cette force politique nouvelle toute seule et c'est pourquoi je salue la présence de Corinne Lepage, c'est pourquoi j'ai été heureux que, hier, dans un communiqué, M. Jean-Luc Bennhamias, député des Verts au Parlement européen, annonce qu'il était décidé à faire ce chemin avec nous.

Je suis persuadé qu'il y a de nombreux citoyens, je ne parle pas encore des élus dans les périodes électorales, les élus comme l'on sait ne bougent guère, mais je suis persuadé qu'il y a de nombreux citoyens venant d'un côté ou de l'autre, venant de la pensée... Azouz Begag, qui est au premier rang, en sociologue, beaucoup d'autres qui seront intéressés par ce mouvement viendront le construire avec nous.

Ce mouvement, je vous propose que nous en programmions le Congrès constitutif à l'automne, mais, dans ce mouvement, l'UDF décide d'être une force constitutive, de construire ce mouvement.

L'UDF ne disparaît pas, elle décide, au contraire, de construire un mouvement plus large qu'elle, elle décide de se dépasser. Je veux, à ce titre, mettre un terme à ce micro à une sornette, quelque chose que l'on entend ici ou là, selon laquelle il paraîtrait qu'un certain nombre d'individus auraient déposé, au titre de la propriété industrielle, le nom d'UDF et en seraient les légitimes possesseurs.

Je veux vous dire quelque chose de très simple : les légitimes possesseurs, les détenteurs légaux du nom de l'UDF et de sa volonté, c'est vous, ce sont les adhérents de l'UDF.

Personne ne peut se prévaloir de ce nom sans avoir reçu votre aval par l'intermédiaire des instances légitimes qui sont les vôtres, soit le Congrès, soit le Conseil national, soit le Bureau politique, personne ne peut se prévaloir de ce nom.

Au demeurant, j'ai demandé à Michel Mercier de faire ce qu'il fallait en termes de poursuites judiciaires pour mettre un terme à cet abus de confiance, parce que le jour où ces gens-là ont déposé cette marque, car ils l'ont fait vraiment à l'INPI, l'Institut national de la propriété industrielle, le jour ils l'ont fait, non seulement ils n'étaient pas mandatés par aucune des instances de notre mouvement, mais pire encore, ils n'étaient plus membres de l'UDF depuis deux ans et ils avaient adhéré à l'UMP depuis deux ans, lorsqu'ils ont eu l'audace d'aller proposer ce nom à l'INPI.

Cela fait partie des petites inélégances, mais le nom de l'UDF, c'est le nôtre et les candidats qui le voudront pourront inscrire sur leur bulletin UDF MD. Personne d'autre ne pourra le faire qu'eux.

Je veux mettre un terme à une deuxième rumeur ou une deuxième sornette, ce sont ceux qui expliquent que, ayant refusé de s'inscrire dans le cadre de la majorité présidentielle, je serais entrain de nouer des accords secrets avec le Parti socialiste pour les élections législatives qui viennent.

Je veux vous dire ceci de la manière la plus nette : je n'ai eu aucune conversation, aucune rencontre, aucun échange, même pas d'une phrase, ni téléphonique ni par écrit, avec aucun des dirigeants du Parti socialiste qui laisse entendre que nous pourrions envisager, d'une manière ou d'une autre, une alliance aux élections législatives, ni une phrase ni un membre de phrase, ni un mot ni une allusion.

Pourquoi ? Car je n'ai pas quitté, avec vous, l'allégeance d'un côté pour aller m'enfermer dans l'allégeance de l'autre.

Je n'écarte pas l'idée qu'un jour ou l'autre, le Centre que nous constituons soit capable de travailler en commun avec les uns comme avec les autres. Je n'écarte, en particulier, pas l'idée que nous pourrions un jour, notamment pour des majorités locales, faire exploser le clivage stupide qui sépare la Droite de la Gauche qui crée un mur de Berlin entre les uns et les autres.

Je n'écarte pas l'idée que l'on puisse avoir, que l'on puisse vouloir, que l'on puisse rechercher des majorités, en particulier des majorités locales plus larges que celles que nous imposent la guerre de la Droite contre la Gauche, mais j'écarte absolument l'idée que cela se passe par des manœuvres. J'écarte l'idée que cela puisse se faire par des accords secrets, par des échanges sous la table.

Je suis déterminé mettre de la clarté et de la transparence en politique. J'étais déterminé hier, je suis déterminé aujourd'hui et je serai déterminé demain.

Une réflexion à ce sujet : voyez-vous, ce n'est pas par pureté que je me comporte ainsi. Cela ne signifie pas non plus que je récusé la pureté ! Ce n'est pas par vertu que je me comporte ainsi, et je ne récusé pas la vertu, c'est parce qu'il faut, à tout prix, renouer le lien de confiance entre les citoyens et leurs élus, c'est car il faut absolument que, lorsqu'un homme public parle, quand il s'exprime, on ne puisse pas, le lundi, le mettre en contradiction avec ce qu'il disait le samedi, on ne puisse pas trouver, dans ses propos, le contraire ou une manœuvre ou un détournement de sens qui ferait que les citoyens disent : "C'est comme d'habitude, on a compris que, quand il parlait comme cela, il nous racontait des histoires".

Je veux que les Français sachent que, quand nous parlons avec eux, ils peuvent, en confiance, considérer que nous leur disons la vérité. C'est pourquoi il n'y aura aucune manœuvre d'aucune sorte. Je ne veux pas que l'on se livre à ce genre de chose et, quand j'ai été approché par les uns ou par les autres, je le leur ai dit.

Je considère donc que nous allons aller aux élections législatives en réinventant le premier tour, c'est-à-dire que nous allons aller aux élections législatives sous nos propres couleurs et que nous verrons, au soir du premier tour, où nous en sommes et j'espère bien que, dans nombre de circonscriptions, nous serons parmi les deux premiers, même si, naturellement, cette tâche sera combattue par les uns ou par les autres et que, à ce moment-là, ce sont les autres qui devront choisir, en conscience, l'attitude qu'ils auront à l'égard de nos candidats.

Nous aurons gagné, nous-mêmes, les voix et les mandats que les Français nous donneront.

Bien sûr, c'est difficile, bien sûr, c'est un risque, mais ne croyez-vous pas que les Français méritent ce risque, eux qui galèrent tous les jours, eux qui ont des problèmes dans leur vie quotidienne et dans leur travail, eux qui ont tant de mal à se faire entendre et à se faire entendre notamment des puissants, des puissants économiques, des puissants politiques et des puissants médiatiques. Il est juste que nous prenions ce risque à leur service, pour qu'ils sachent qu'ils auront, désormais, des défenseurs indépendants à l'Assemblée Nationale.

Permettez-moi une remarque : cela va nous donner l'occasion, la chance, comme disent les anglo-saxons ayant piqué un mot de français, l'opportunité, cela va nous donner l'occasion de remplir un autre de nos engagements. En effet, nous aurons, dans cette élection, peu de sortants, mais ce qui nous intéresse, ce n'est pas les sortants, mais les entrants !...

Je veux dire que nous nous mettons, en effet, dans cette situation de risque consenti pour montrer l'importance de l'enjeu à nos yeux. Prenant ce risque, nous allons assumer, en même temps, un autre engagement qui est le renouvellement de la vie politique française.

Nous allons faire élire ou proposer aux Français des visages nouveaux, des expériences nouvelles, des personnalités nouvelles dont on a tellement besoin pour que la vie politique française change d'attitude, de visage, d'allure, de pratiques, de principes et de manière d'être. Cette tâche de renouvellement, nous la prenons à cœur, car des millions de Français en ont besoin.

Je veux vous donner un chiffre qui, me semble-t-il, est un chiffre bouleversant de ce qui est en train de se passer en France, complètement ignoré des puissances habituelles. On a commencé à parler du Mouvement Démocrate dimanche, pas dans une publicité très importante -vous conviendrez que ce n'est pas ces publicités ou ces déclarations, y compris pas la déclaration que j'ai faite dimanche soir qui ont beaucoup mobilisé les médias !, je dis cela naturellement avec le sourire !- et, depuis dimanche soir 20 heures, jusqu'à lundi soir 20 heures, sont venus sur notre site des milliers de Français qui ont demandé à adhérer au nouveau Mouvement Démocrate.

Entre dimanche soir 20 heures, je donne les chiffres précis, et lundi soir 20 heures, il y a eu dix mille adhésions. Le 8 mai, c'était le pont. Cela a recommencé le mercredi matin, 9 mai, à 11 h 44...

*(Rires...)*

... Où nous avons atteint le chiffre de quinze adhérents et, à 14 h 24, nous avons atteint seize mille adhésions. Depuis, je n'ai pas regardé le compteur.

Autrement dit, nous avons eu, en moyenne, pendant cette période, une adhésion toutes les dix secondes, sans avoir fait de publicité, sans que personne ne soit informé par une grande manifestation. Je suis persuadé qu'il y a des dizaines et des dizaines, des centaines de milliers de Français qui ont envie de s'engager dans ce Mouvement Démocrate nouveau pour changer la politique française.

Je finirai sur cette idée : je sais très bien quelle va être la difficulté extrême du combat électoral. D'une certaine manière, c'est cette difficulté que nous avons choisie, qui donne à notre démarche toute son authenticité. Je sais très bien que les Français attendent des gens capables de résister à toutes les pressions pour les défendre. Ils voient, aujourd'hui, que nous sommes capables de résister à toutes les pressions. C'est ce qui leur donne la garantie que nous allons les défendre dans les cinq années qui viennent.

Toutefois, il y a aussi la nécessité d'inventer un mouvement politique nouveau. Cela n'est pas le moindre des enjeux que nous avons devant nous : un mouvement politique qui saura, et, jusqu'à maintenant, cela n'a été fait par personne, prendre la mesure des capacités de chacun de ses adhérents et leur permettre d'exprimer cette capacité dans le cadre de la vie politique.

Un mouvement politique qui sera capable, non pas seulement de défendre des idées ensemble, mais d'aller plus loin et d'élaborer ses idées, d'être un vrai laboratoire de pensée pour la société de l'avenir et c'est à être ce laboratoire de pensée, chacun avec votre expérience, adhérents d'aujourd'hui et adhérents de demain, que je vous invite.

Marielle de Sarnez me fait passer un petit mot pour le compteur que j'avais cessé de regarder à 14 h 22 où nous avons seize mille demandes d'adhésion. A 10 h 45 ce matin, il y avait vingt-deux mille demandes d'adhésion.

Et, comme il est normal, 95 % de ces demandes d'adhésion n'émanent pas des rangs de nos adhérents d'aujourd'hui. Nous allons faire le renouvellement des visages, renouvellement des personnalités, renouvellement des pratiques, renouvellement des idées au service du pays.

J'ai besoin de votre engagement à tous. J'ai besoin de l'engagement de tous ceux qui nous écoutent. S'il y a, parmi ceux qui nous entendent, des personnalités qui ont l'idée que, ici ou là, dans des lieux où il n'y aurait pas ou plus de candidature de notre famille politique, qu'ils nous écrivent, qu'ils viennent sur notre site Internet, qu'ils nous proposent leur engagement.

Je trouve précieux que le renouvellement de la vie politique aille jusqu'au renouvellement des candidatures, notamment dans un moment aussi important pour l'avenir du pays que celui-ci.

Le renouvellement que les Français attendent, le changement des attitudes et des pratique qu'il exige, nous allons leur proposer. Je suis persuadé que c'est la poursuite, le développement de cette révolution orange que nous avons introduite ou fait entrer dans la vie politique française.

À ceux qui, en effet, ont voté à l'élection présidentielle par adhésion et non pas par rejet, ils ont voté parce qu'ils choisissaient un chemin nouveau, ils sont engagés dans ce chemin nouveau, nous n'allons ni les décevoir ni leur manquer, nous n'allons pas être absents du rendez-vous qu'ils nous ont fixés.

Je vous propose de créer le Mouvement Démocrate pour que la France renouvelle la vie politique, la vie démocratique, la vie civique de notre pays.

Nous allons ouvrir le débat. Il est 12 heures. Nous avons déjà vingt-trois mille demandes d'adhésion ! Je vais prendre les inscriptions pour le débat."